

L'accepter, c'est abdiquer complètement. En réalité cependant, notre taux d'inflation actuel est nettement supérieur à celui de nos partenaires commerciaux.

La question véritable n'est pas de comparer notre taux d'inflation à celui du Japon, des États-Unis ou de la Grande-Bretagne, mais de voir les effets de l'inflation pour des centaines de milliers de Canadiens. Ils voient tout bonnement leurs économies s'effriter sous l'effet de l'inflation, 10 p. 100 cette année, 10 p. 100 l'an dernier, et personne ne peut prévoir ce qu'elle sera l'an prochain. Des centaines de milliers de gens trouvent très difficile de vivre avec des revenus fixes en raison de l'augmentation rapide du coût de la vie. L'indexation des prestations de la sécurité sociale ne compense même pas la hausse des prix. Depuis juillet dernier l'augmentation moyenne des salaires horaires n'a pas suivi celle des prix. Pour la première fois de l'histoire récente du pays, l'ouvrier moyen ne rattrape pas la hausse du coût de la vie, à cause de l'inflation.

Le ministre des finances aime à parler du revenu effectivement disponible. Il sait évidemment que cela comprend les profits, dividendes et autres produits. Mais ce qui compte pour le travailleur, c'est le revenu réel, et il est épongé par ce qui arrive actuellement à notre économie. Le premier ministre aime bien répéter qu'il s'inquiète des répercussions que pourrait avoir sur les gagne-petit une politique des revenus. Pourtant il dirige un gouvernement qui laisse faire au détriment de cette catégorie sociale, une redistribution massive causée par l'inflation. Cette situation est vraiment intolérable.

Il n'y pas que les particuliers à être durement touchés; nous abordons l'étape où nombre de nos institutions et de ces choses indispensables au bien-être du pays commencent à se désintégrer et à disparaître. A-t-on déjà connu une époque où les industries comme les aciéries ont dû modifier avant l'échéance leurs conventions collectives avec leurs employés afin d'augmenter les salaires parce que le taux d'inflation montait trop rapidement? Qu'arrivera-t-il aux conventions collectives en général, si cela continue? Par le passé, le gouvernement du Canada a-t-il déjà dû offrir une prime pour encourager les gens à acheter des obligations d'épargne du Canada? Le gouvernement n'a pas pu en vendre aux taux d'intérêts traditionnels.

L'une des institutions les plus importantes du pays, soit l'institution qui dirige les épargnes sur le marché des investissements, est maintenant disparue. Aujourd'hui, sur le marché des valeurs, le rapport entre le prix et les gains est le plus avantageux depuis la crise des années 30 en ce qui concerne les placements, pourtant personne n'achète d'actions ordinaires. Pourquoi? Parce que personne ne croit aujourd'hui que le gouvernement puisse juguler l'inflation.

● (2130)

Il est clair que nous ne pouvons pas tolérer des taux d'intérêt record de 11½ p. 100 sur les prêts hypothécaires et de 14 ou 15 p. 100 sur les prêts à la consommation. Pourtant, hier soir, le ministre des Finances a déposé un budget dont les prescriptions politiques fondamentales, dont les méthodes de lutte contre l'inflation sont précisément les mêmes que celles que prévoyait le budget de l'an dernier; celui-ci fut l'un des échecs les plus retentissants de l'histoire du Canada du point de vue de l'application de l'économie politique, et il n'a absolument pas réussi à enrayer l'inflation l'an dernier.

Le budget—M. Gillies

Le ministre a raison de dire qu'on peut résoudre le problème en accroissant l'offre. Tout le monde se rend compte que c'est là le problème-clé, bien que nous ayons parfois tendance à oublier que les prix sont fixés par le jeu de l'offre et de la demande et qu'une demande trop forte tout comme une offre insuffisante peuvent causer des problèmes. Même alors, la logique est un peu ambiguë. Il dit que notre inflation est entièrement due à des facteurs étrangers et que nous résoudrons le problème en accroissant l'offre sur le marché intérieur. Je ne pense pas que cela soit possible, monsieur l'Orateur. Il faudrait juguler l'inflation dans le monde entier et le ministre est d'accord, j'en suis certain.

Le problème épineux qui se pose, la cause de nos difficultés actuelles avec l'inflation au pays et la raison pour laquelle les politiques du gouvernement n'aboutiront à rien, c'est simplement parce qu'une augmentation d'offres doit s'accompagner de demandes. En ce moment la demande augmente en général mais les approvisionnements qu'elle est censée faire naître ne seront pas disponibles avant un certain temps. Il s'agit de déterminer comment combler une telle lacune. Tout le monde sait qu'avec plus d'approvisionnements il y aura moins d'inflation, mais que se produit-il entre-temps? C'est ce qui explique pourquoi il vous faut une politique à court terme.

Il est sot de se refuser à reconnaître une telle situation. Jetons un coup d'œil sur la question de l'habitation. Prenez la ville de Toronto où les prix augmentent de 20 à 30 p. 100 et où le nombre de nouvelles maisons correspond au nombre de nouvelles familles. Il n'y a aucune nécessité à ces majorations de 20 ou 30 p. 100 pour encourager la construction de maisons. L'escalade des prix est imputable à la baisse des possibilités d'investissement dans d'autres secteurs. A cause surtout des spéculations inflationnistes à la hausse les gens investissent dans l'immobilier. On ne pourrait imaginer d'autre raison, pour expliquer la montée en flèche du coût du logement, que la spéculation inflationniste. Ces prix ne font rien pour accroître l'offre dans l'économie, et à moins qu'on veuille affronter le problème de la psychose inflationniste créée par cette politique, celle-ci pêche à la base. La psychose inflationniste sévit au pays à l'heure actuelle; c'est l'un des problèmes majeurs de notre économie. Comment autrement expliquer le fait que l'or vaut \$200 l'once si ce n'est à cause de cette psychose?

Une deuxième chose est également vraie: cette psychose inflationniste est toujours accompagnée de déformations du marché. Le budget présenté il y a un an et celui d'hier soir, partent du principe que les conditions sont normales et qu'une concurrence parfaite joue sur nos marchés. C'est absolument faux, monsieur l'Orateur. Tant qu'il en ira ainsi, nous ne parviendrons pas à résoudre le problème de l'inflation à moins de remédier directement et entièrement à ces deux problèmes. Si la concurrence jouait à la perfection sur les marchés, on pourrait facilement voir le taux de croissance des bénéfices se rapprocher de ceux des ventes, des impôts et des marges bénéficiaires qu'on a connues dans le passé. Cette augmentation phénoménale des bénéfices révèle les imperfections du marché et indique que les gens peuvent profiter de la situation actuelle.

Que fera le gouvernement pour remédier à la situation? Ne pas en tenir compte? Il faut prendre des dispositions pour prévenir les situations où l'absence de concurrence peut mener à des hausses anormales de prix qui ne se justifieraient aucunement en situation de concurrence. Voilà pourquoi nous avons proposé une politique des revenus, destinée à combattre en premier lieu les anticipations inflationnistes et, deuxièmement, à épargner aux gens de